



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3380>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1154 - juin 2014 -

Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2014

Date de parution : juin 2014

Description :

Jean-Pierre Mon souligne la façon dont Merkel et Cameron mènent l'Europe en bateau, et note le réalisme d'un PDG américain.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La sombre clarté du ciel européen

Le mois dernier, dans la dernière partie de mon article *Le rêve et la réalité*, je m'interrogeais sur la confiance qu'on pouvait accorder aux annonces de "démocratisation" du fonctionnement des instances européennes. En particulier sur le mode de désignation du président de la Commission : il devait dorénavant être tout simplement le chef de file du parti sorti vainqueur des élections, les chefs d'État ou de gouvernement ne faisant que tenir compte du résultat des élections européennes. On s'attendait donc à ce que le nouveau président soit le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le leader choisi par le groupe conservateur majoritaire au parlement européen. Mais qu'apprenons-nous [1] quinze jours après les dernières élections ? Que la Chancelière Angela Merkel, (pourtant favorable au nouveau mode de désignation du président de la Commission), au cours d'une "opportune" promenade en barque sur un lac suédois, a rencontré le premier ministre britannique David Cameron et ses alliés anti-Juncker, le Néerlandais Mark Rutte et le premier ministre Suédois Frédrik Reinfeld.

D'entrée de jeu Cameron a frappé fort en faisant planer la menace d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne si Juncker, « un homme du passé », « représentant une Europe centralisée et tatillonne » était nommé président de la Commission européenne. À quoi Merkel a dignement répliqué : « Nous ne pouvons reléguer au second plan la question de l'esprit européen. Les menaces ne font pas partie intégrante de cet esprit. Ce n'est pas comme cela que nous avons l'habitude de procéder » [2]. Comme si les Anglais avaient un jour été européens et comme si les autorités européennes avaient un jour respecté les résultats des référendums qui ne leur convenaient pas... !

Décodage : Cameron ne veut pas entendre parler de Juncker qui est fédéraliste et grand défenseur de l'union monétaire alors que, comme les milieux économiques britanniques, il est personnellement hostile à un retrait de l'UE qui affaiblirait la puissance financière de la City. De leur côté Merkel et l'Allemagne ont trouvé en Cameron un allié libéral « sans qui l'Union européenne serait, dans son ensemble, plus protectionniste, encore plus réglementée, pour ne pas dire franchement plus française » [3]. Mais surtout, Angela Merkel sait que le soutien de Cameron sera bien plus fort que celui de Hollande dans les négociations sur l'accord TAFTA [4].

Mais il faut sauver les apparences. Donc la Chancelière a réaffirmé : « J'ai dit que M. Juncker était mon candidat, que je souhaite qu'il soit le président de la Commission. Je l'ai dit en Allemagne, je le répète »

Dénouement : peut-être au sommet européen des 26 et 27 juin.

Mais quoi qu'il en soit, dans l'Union européenne, la "démocratie" n'est vraiment pas démocratique.

Remèdes à l'américaine

En février dernier, François Hollande a reçu à l'Élysée 34 PDG pour donner leur avis sur l'attractivité de la France. Parmi eux figurait l'Américain Mark Weinberger, PDG du groupe de conseils EY Global. Fiscaliste, il fut secrétaire adjoint du département du Trésor, chargé de la politique fiscale dans le gouvernement Bush. Il avait auparavant été nommé par Clinton au Comité consultatif de la Sécurité sociale des États-Unis. Le groupe qu'il dirige actuellement occupe 175.000 personnes et fait un chiffre d'affaires de 19 milliards d'euros. Encore une idée bizarre du président de notre République que celle de consulter sur l'attractivité de notre pays une telle personnalité : on se doutait bien des propositions qu'il allait faire ! Et ce fut bien ce à quoi on s'attendait : réduction des prélèvements obligatoires

accompagnée d'une forte baisse des dépenses publiques, réduction du coût du travail associée à une plus grande flexibilité ce qui peut avoir un fort impact sur le chômage et les inégalités ...credo ultra libéral connu ! Et, cerise sur le gâteau, Weinberger ajouta : « en Europe tout le monde regarde la France, car des trois grandes économies européenne, elle est la seule à ne pas avoir entamé son redressement. Ce sera le point de bascule de l'Europe ». Un journaliste [5] osa une remarque perfide : « De leur côté les Etats-Unis ont retrouvé la croissance mais pas le plein emploi... ».

La réponse fut nette et devrait faire réfléchir nos chers économistes. En bref, la situation est celle-ci : malgré une croissance forte et soutenue, une énergie bon marché et une inflation faible, les salaires ne progressent pas et le chômage reste plus important que ce que disent les chiffres officiels et le nombre de personnes qui ont arrêté de chercher du travail est à son plus haut niveau depuis 35 ans. Or, salaires faibles et chômage nuisent à la consommation, donc à l'ensemble de l'économie. Weinberger, en donne les raisons : le changement dans la nature des emplois, les nouvelles technologies, qui ont un contenu en emplois bien plus faible que dans l'industrie, et la mondialisation des "talents" : on en trouve partout y compris de très bien formés. Il n'est donc pas étonnant que chez Apple les gens soient bien mieux payés que chez General Motors et qu'ils soient aussi beaucoup moins nombreux...

Mais ces évidences-là, on semble ne pas les avoir encore découvertes du côté du gouvernement !

[1] Le Monde, 11/6/2014.

[2] Le Monde, 12/6/2014.

[3] Die Zeit, 5/6/2014.

[4] Sur ce menaçant accord de libre échange transatlantique entre l'UE et les États-Unis, lire TAFTA ou la démocratie en grave danger, par Ch.Aubin, GR 1150 p.3.

[5] Le Monde, Economie et entreprise, 28/5/2014.